
TERMES DE REFERENCE DE L'ÉVALUATION DE LA METHODOLOGIE SILC PRATIQUEE PAR CRS GUINEE

[PROGRAMME CRS GUINEE]
[Jeudi, le 18 Avril 2024]
[TDRS VERSION N° 4]

SOMMAIRE:

| | |
|------------------------------------------------------------------------------|----|
| ACRONYMES | 3 |
| I. INTRODUCTION | 4 |
| I.A. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'APPROCHE SILC : | 4 |
| I.B. CONTEXTE : CRS ET PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE | 5 |
| I.C. CONTEXTE : BUT ET OBJECTIFS DES PROJETS ASSOSICES AU SILC | 5 |
| II. OBJETIF DE L'ÉVALUATION /ETUDE | 6 |
| II A. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE | 6 |
| II.B. PRINCIPAUX PUBLICS ET UTILISATIONS DES INFORMATIONS | 6 |
| III . MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION | 7 |
| III A . CONCEPTION ET APPROCHE DE L'ÉTUDE : | 7 |
| III B -SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODES DE COLLECTE DES DONNÉES : | 9 |
| Tableau 1 : Sources de données et méthodes de collecte des données..... | 9 |
| III C. STRATÉGIE D'ÉCHANTILLONNAGE | 9 |
| III.D. PROCÉDURES D'ANALYSE DES DONNÉES | 10 |
| IV. ÉQUIPE D'ÉVALUATION | 10 |
| V.PLAN DE REPORTING ET DE DIFFUSION | 10 |
| V.A. RAPPORT D'ÉTUDE | 10 |
| V.B. PLAN DE DIFFUSION | 10 |
| Tableau 2 : Plan de diffusion..... | 10 |
| VI. CALENDRIER ET LOGISTIQUE | 10 |
| Tableau 3 : chronogramme indicatif de l'étude | 11 |

| | |
|----------------------------------------------------------|-----------|
| VII. LIVRABLES ET ÉCHÉANCIERS | 11 |
| VIII-CANDIDATURES | 12 |
| Tableau 5 :critères d'évaluation technique | 13 |
| CRITERES D'EVALUATION FINANCIÈRE : | 14 |
| IX- LES COMPETENCES DU CONSULTANT/CABINET : | 14 |
| X. CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES..... | 15 |
| XI- SOUMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE | 16 |

ACRONYMES

| | |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AT | Agent de Terrain |
| AVEC | Association villageoise d'Epargne communautaire |
| CMM | Conflit Mitigation Management |
| CP | Country Program/Programme Pays |
| CRS | Catholic Relief Services |
| GVEC | Groupe villageois d'Epargne communautaire |
| HoP | Head of Program/Directeur de Programme |
| MEAL | Monitoring Evaluation Accountability and Learning (Suivi, evaluation, Redevabilité et apprentissage) |
| PM | Program Manager |
| PSP | Prestataires de Services Privés |
| SILC | Savings and Internal Lending Communities (Communauté d'Epargne et de Crédit communautaire interne) |
| TDR | Termes de Reference |

YEA: Youth Employability and Agriculture

I. INTRODUCTION

I.A. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'APPROCHE SILC :

Les Communautés d'Épargne et de Crédit Interne (CECI) ou Savings and Internal Lending Communities (SILC) en anglais offrent aux familles pauvres des occasions sûres et fréquentes d'épargner au sein de leur communauté locale. Les groupes SILC aident les membres à surmonter la difficulté d'accéder à des sommes d'argent utiles pour profiter d'opportunités d'investissement ou pour surmonter les manques de liquidités pour les dépenses nécessaires, telles que les frais de scolarité. Chaque SILC est composé de 15 à 30 membres autosélectionnés et commence par élire un comité de gestion et rédiger des documents stratégiques. Les membres se réunissent chaque semaine pour déposer des montants flexibles dans un fonds commun. Une fois par mois, les membres peuvent emprunter rapidement et sans garantie jusqu'à plusieurs multiples de leurs économies personnelles ; les prêts doivent être remboursés dans les mois qui suivent, avec les intérêts selon un taux fixé de commun accord par les membres et inscrit dans leur Règlement Intérieur. Au bout d'un cycle (un an environ), tous les actifs sont divisés : les membres reçoivent leur épargne et une part des bénéfices du groupe. Le groupe entame alors un nouveau cycle d'épargne et de prêts. Les groupes SILC créent également un fonds social destiné à soutenir les membres en situation de crise. Ce fonds fournit de petites subventions ou des prêts sans intérêt (pour des urgences médicales, par exemple) et est distinct du fonds d'épargne principal du groupe. Il permet aux ménages d'effectuer des dépenses imprévues sans délai et sans liquider leurs actifs.

CRS Guinée en a fait une approche transversale au sein du programme pays qui a fait ses débuts en 2021 à travers le Projet Migration (Rester Enraciné). Depuis lors, elle est utilisée dans d'autres projets où CRS et ses partenaires recrutent et forment des Agents de Terrain appuyés de Superviseurs, qui deviennent après des examens de certification des Prestataires de Services Privés endogènes pour promouvoir des programmes SILC, former les membres SILC et superviser les SILC pendant une période donnée.

CRS a développé son approche SILC pour fournir des services financiers communautaires aux femmes et aux hommes qui n'y auraient pas accès autrement. Nous savons que SILC contribue à l'inclusion financière, réduit la pauvreté et peut contribuer à l'autonomisation économique. Cependant, l'inclusion financière ne signifie pas automatiquement la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes, ni ne conduit nécessairement à l'autonomisation économique ou à d'autres domaines. Les relations de pouvoir inégales dans de nombreux contextes signifient que les femmes et les adolescentes n'ont souvent pas la capacité de contrôler ou de prendre des décisions sur l'utilisation des ressources financières, des informations ou des actifs.

Le SILC a permis aux femmes d'exercer un pouvoir collectif pour surmonter les obstacles sociaux et financiers et négocier un meilleur accès au marché. Cependant, dans certains contextes, les femmes qui sont membres de groupes d'épargne peuvent ne pas contrôler les décisions concernant l'emprunt d'argent auprès de leur groupe ou la manière de dépenser l'argent emprunté ou reçu par le biais de la répartition. En outre, l'appartenance à un groupe d'épargne peut accroître la charge de travail et le temps des femmes. Enfin, étant donné que certains programmes d'autonomisation économique des femmes - en particulier les programmes qui ciblent exclusivement les femmes - peuvent accroître les conflits au sein du ménage et la violence entre partenaires intimes, il est important d'examiner si les femmes membres de groupes SILC sont confrontées à ce manque de pouvoir de décision en ce qui concerne l'adhésion à des groupes, l'utilisation des prêts et l'augmentation potentielle de la violence entre partenaires intimes. CRS cherche à améliorer cette approche qu'il implémente depuis environ cinq (5) ans au sein du programme pays, c'est pourquoi il envisage le recrutement d'un cabinet /consultant pour évaluer la façon dont l'approche peut contribuer à l'autonomisation sociale et économique des femmes et des filles dans les Zones couvertes. Il est important d'étudier les effets du SILC pour comprendre son impact sur la prise de décision des femmes, la charge de travail, les violences sexuelles et d'autres normes basées sur le genre afin de guider les décisions de conception de CRS.

I.B. CONTEXTE : CRS ET PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Pour la mise en œuvre de cette approche SILC, CRS collabore avec ses partenaires de mise en œuvre selon les projets, ce sont :

Le Projet Migration (Rester Enraciné), qui a débuté en 2021 et a été clos en, OCPH kankan et OCPH Conakry étaient les partenaires de mise en œuvre, il couvrait la basse guinée et la haute guinée.

Le projet Youth Employabilty and Agriculture (YEA), mis œuvre par OCPH kankan ; il a débuté en 2021 et va être clôturé en septembre 2024.

Projet WAKILI-FEMME ET ENGAGEMENT, mis en œuvre par OCH conakry, OCPH kankan et WANEP Guinée. Ce projet en cours de mise en œuvre de 2023 à 2027 a une composante SILC qui n'a pas encore commencé.

I.C. CONTEXTE : BUT ET OBJECTIFS DES PROJETS ASSOSICES AU SILC

L'approche SILC étant transversale pour CRS Guinée, ne se pratique pas dans un projet spécifique, mais elle est incluse dans les projets selon leurs buts et objectifs. Trois projets l'ont expérimenté dont deux en cours, ce sont :

1. **Le projet Migration (resté enraciné)** qui avait pour but d'améliorer la situation des migrants potentiels dans la région de Kindia par le biais d'interventions sûres et dignes, centrées sur les migrants. L'OCPH Caritas Conakry a été le partenaire de mise en œuvre de juin 2020 à septembre 2022 ; c'était un projet pilote qui avait couvert les Préfectures de Forécariah, Téliélé et de Kindia.
2. **Le projet « Youth, Employability and Agriculture », acronyme YEA et traduit en français : « Jeunesse, Employabilité et Agriculture »** est un projet financé avec fonds propres de CRS dans la région administrative de Kankan sur une durée de trois (3) années. Le projet est mis en œuvre dans les Préfectures de **Kankan, Kouroussa et Siguiri en partenariat avec OCPH (partenaire de mise en œuvre sur le terrain) ainsi que les services techniques de l'administration : DNA, DRA, DPA, DMR, SERPROCA, ENAE.** Le projet YEA a pour but de faire progresser le développement et l'engagement des jeunes dans les moyens de subsistance agricoles en Haute Guinée. Il est structuré autour de trois objectifs stratégiques :
 - ✓ **OS1** : Les femmes maraîchères de Kankan, Kouroussa et Siguiri augmentent leur productivité ;
 - ✓ **OS2** : Les femmes maraîchères de Kankan, Kouroussa et Siguiri ont un meilleur accès au marché ;
 - ✓ **OS3** : Les jeunes de Kankan, Kouroussa et Siguiri s'auto emploie par la mise en place de micros entreprises d'appui au système d'encadrement et de fourniture de services de proximités efficaces et pérennes aux maraichers.
3. **Le projet WAKILI-Femme et Engagement** vise à renforcer la voix des jeunes et des femmes dans la gouvernance et la consolidation de la paix à Conakry, en Haute-Guinée et en Guinée forestière et envisage des processus plus inclusifs et justes axés sur l'amélioration du bien commun. Pour y parvenir, CRS en partenariat avec WANEP Guinée, OCPH Conakry et OCPH Kankan a identifié trois points de levier :
 - Autonomiser les femmes et les jeunes
 - Impliquer les leaders d'opinion et les autorités locales
 - Renforcer les capacités des organisations locales

II. OBJETIF DE L'ÉVALUATION /ETUDE

II A. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de cette étude est d'évaluer la méthode SILC pratiquée par CRS Guinée afin de comprendre et de recueillir des données probantes sur la façon dont l'approche peut contribuer à l'autonomisation sociale et économique des femmes et des filles dans les zones couvertes.

De façon spécifique, il s'agit :

1. De faire une étude comparative entre les autres approches : **GVEC/AVEC, (tontines villageoises)** et le SILC ;
2. D'évaluer l'utilisation des épargnes, des prêts et ou intérêts pour contribuer au besoin des membres et à ceux de leurs ménages, et spécifiquement à l'éducation des enfants, sur les AGRs, la nutrition du ménage, et comment elle a affecté le mari (la charge de ressources, par exemple). ;
3. D'évaluer qu'est ce qui pourrait retenir/freiner les femmes à participer/poursuivre les groupes SILC ;
4. D'évaluer le changement apporté aux membres des groupes SILC pendant et après le projet notamment les femmes et filles dans les domaines (économique, prise de décision, confiance, etc.)
5. D'évaluer les effets inattendus et négatifs, y compris l'emploi du temps, les relations de genre, le niveau de contrôle des ressources, la prise des décisions, la violence conjugale.

II.B. PRINCIPAUX PUBLICS ET UTILISATIONS DES INFORMATIONS.

Afin de garantir des informations de haute qualité qui reflètent les perspectives prioritaires lors de cette étude, nous définissons pour les évaluateurs, les groupes cibles et les bénéficiaires qui serviront d'informateurs clés.

1. Définition des groupes cibles et les bénéficiaires finaux :

Groupes cibles : les évaluateurs impliqueront les parties prenantes de l'approche SILC dans les zones d'intervention de CRS Guinée, notamment : les équipes CRS qui appuient la mise en œuvre des projets qui implémentent des approches SILC, les partenaires de mise en œuvre, les bénéficiaires des groupes SILC, les membres des communautés où sont implémentés les SILC, les AT, les PSP, les superviseurs SILC.

Les groupes ci-après seront ciblés dans le cadre d'entrevues avec des informateurs clés et/ou de discussions de groupe :

Bénéficiaires finaux :

- Les membres des groupes SILC : les femmes, hommes et jeunes filles, membres des groupes SILC ayant déjà bénéficié des parts, ou des prêts ;
- Les membres ayant déjà participé et abandonné des groupes (femmes, hommes et jeunes filles)
- Les membres participants à la fois à différents groupes d'épargnes ;
- Les communautés habitant des groupes SILC ;
- Les superviseurs SILC
- Les PSP
- Les autorités locales
- Les leaders communautaires (Leaders Religieux, Leaders traditionnels, etc...)
- Les IMF (Crédit Rural, FINADEV, etc)
- Les époux des membres des groupes SILC

L'utilisation des informations qui seront issues de cette étude :

Les informations issues de cette étude permettront de confirmer ou d'infirmier que le SILC autonomise les femmes ; la valeur ajoutée consistera notamment :

- A améliorer nos approches SILC au sein du programme pays CRS ;
- A capitaliser nos acquis en matière de SILC ;
- A faire le plaidoyer pour combler le gap en matière de ressources pour la bonne marche du SILC ;
- A vendre notre approche PSP pour pérenniser nos acquis (création de l'emploi dans les communautés par exemple) ;
- A faire le plaidoyer pour prendre en compte l'approche GTA dans les projets pour prévenir contre la mauvaise interprétation du SILC dans des ménages (divorce des femmes, révolte, etc) ;
- A savoir, dans quel intérêt les groupes SILC pourraient transférer le risque de la gestion des fonds au niveau des microfinances ;
- Comprendre comment SILC renforce l'autonomie des femmes et où se situent les lacunes, afin de s'assurer que CRS ne nuit pas (do no harm).
- A savoir la problématique liée à l'acceptation des prêts avec intérêts des membres au sein de certaines communautés
- A prévoir l'appui des Associations et groupements existants à travers l'approche SILC hors projet

III. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

III A. CONCEPTION ET APPROCHE DE L'ÉTUDE :

L'étude sera une évaluation à méthodes mixtes, avec la collecte de données quantitatives et qualitatives primaires ; ainsi que des données secondaires et observationnelles. La collecte de données qualitatives comprendra des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés.

Les outils d'évaluation s'appuieront sur les enseignements tirés en partie des projets de CRS qui ont intégré l'approche SILC, en particulier : le Projet Migration Rester enraciné, le projet 2C2P, le Projet CMM, le Projet YEA et le projet WAKILI-Femme et Engagement

Cette étude sera effectuée par un cabinet d'experts-conseils externe indépendant ou un évaluateur individuel, en coordination avec les conseillers techniques régionaux et nationaux de CRS en matière de MEAL, Genre, de SILC et le service de la qualité des programmes.

Le bureau d'études ou le consultant travaillera sous la supervision d'un comité de suivi composé du Conseiller Technique MEAL CRS, de la spécialiste Genre CP et du HoP, appuyés par les conseillers techniques régionaux. Les PMS des projets ciblés faciliteront l'accès à la documentation nécessaire et les contacts avec les structures et personnes ressources pour la conduite de l'étude. Les phases d'exécution de l'étude comprennent essentiellement une réunion de cadrage, les phases de consultation pour revue et finalisation de la proposition technique du consultant y compris la méthodologie, la collecte, et l'analyse des données et un atelier de restitution des résultats. La réunion de cadrage a pour but, de partager la compréhension des TDRs avec le consultant, clarifier ses rôles et responsabilités et aussi les nôtres pour faciliter son travail, préciser ses livrables, bref, orienter davantage le consultant sur la mission qui lui est assignée. A l'issue de cette réunion, le consultant proposera la méthodologie et les outils de collecte de données qui seront validés avant le déploiement de ses équipes de collecte sur le terrain. Elle aura lieu au début de la mission entre le bureau d'études/consultant et le comité de pilotage/suivi de l'étude.

A cet effet, le consultant/cabinet est demandé de nous proposer un plan de cadrage détaillé, c'est-à-dire un plan indicatif des activités qu'il déroulera lors de la réunion de cadrage jusqu'à la soumission du rapport de démarrage).

Le consultant/Cabinet dirigera l'ensemble du processus de l'étude, y compris le développement de la méthodologie et des outils de collecte, la formation des collecteurs de données, la collecte et l'analyse des données et la préparation du draft de rapport et le rapport final de l'étude.

Le bureau d'études/consultant veillera au recrutement du personnel de terrain pour la collecte des données et pour leur traitement. En outre, il fournira au comité de suivi un rapport d'étape immédiatement à la fin de la collecte.

Les données collectées seront analysées et transcrites dans le rapport de façon anonyme pour préserver les informations privées et la sécurité physique et morale des personnes qui ont été interviewées.

La méthodologie proposée ici est indicative. Le consultant pourra faire des propositions d'améliorations de la méthodologie qui seront finalisées en consultation avec CRS pour répondre aux objectifs de l'étude.

Progression de l'étude :

(1) Développement d'une méthodologie et d'outils de collecte et d'analyse de l'information

Une séance de travail avec le consultant/cabinet sera organisée pour discuter et finaliser la méthodologie et le cadre de l'étude. Les outils de collecte proposés seront également discutés afin de s'assurer que la politique et procédures de CRS en matière de protection seront suivies. Le cadre d'analyse de l'information sera également discuté et amélioré lors de la séance de travail entre l'équipe des commanditaires de l'étude (CRS) et le consultant/Cabinet.

(2) Préparation, organisation et animation de session de formation pour les membres de l'équipe de l'étude :

L'équipe de l'étude sera composée d'agents enquêteurs identifiés par le consultant/cabinet qui participeront tous à une session de formation sur les méthodes d'enquête qualitative organisée par le consultant et CRS. Le programme de formation, qui sera élaboré par le consultant/cabinet, sera examiné et validé par le conseiller Technique MEAL de CRS, le Directeur de Programme CRS et la spécialiste Genre CP avant son déploiement.

(3) Collecte de données :

Sous la supervision de CRS, le processus de collecte de données dans les zones ciblées de l'étude sera dirigé par le consultant/cabinet et son équipe. Les agents enquêteurs mèneront les entrevues individuelles et de groupe conformément au plan de collecte. À la fin de chaque journée, l'équipe de collecte examinera les données recueillies et discutera des activités quotidiennes dans le but d'améliorer les processus de collecte de données.

(4) Analyse de données :

Le consultant dirigera le processus d'analyse de l'information utilisant un logiciel d'analyse qualitative. Les informations enregistrées par les agents enquêteurs seront analysées selon le cadre et les outils d'analyse préétablis. Les résultats préliminaires seront produits et discutés au cours de l'atelier d'analyse afin d'identifier les principaux défis, opportunités, forces et recommandations clés pour la mise en œuvre efficace des SILC par CRS Guinée.

(5) Préparation du rapport d'étude :

Le consultant/cabinet produira une version provisoire du rapport conformément aux grandes lignes indiquées à l'annexe. Ce rapport intérimaire sera examiné par l'équipe de CRS guinée et les Conseillers Régionaux. Une version finale du rapport sera consolidée par le consultant conformément aux commentaires et recommandations de CRS.

(6) Diffusion et utilisation des résultats de l'étude :

Pour promouvoir leur utilisation, les principales conclusions de l'étude seront résumées dans un livret ou une brochure. D'autres activités de dissémination seront organisées dans les zones des projets qui implémentent l'approche SILC, avec la participation des principales parties prenantes. La stratégie opérationnelle de l'approche SILC de CRS guinée sera également mise à jour en fonction des résultats de l'étude.

III B - SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODES DE COLLECTE DES DONNÉES :

Dans cette section, le consultant devra :

- Décrire et lier explicitement les méthodes, les sources de collecte de données, et aux questions et sous-questions d'évaluation ;
- Chercher également à lier l'unité d'analyse et l'approche d'échantillonnage aux méthodes de collecte de données et aux sources de données ;
- Aussi, autant que possible, veiller à ce que l'évaluation utilise des méthodes de collecte de données participatives.
- Revue de la littérature.

Le consultant doit utiliser la matrice ci-dessous pour organiser les idées et pour s'assurer que des méthodes appropriées sont utilisées pour répondre aux questions et pour aider à réfléchir aux détails des méthodes et de l'approche d'échantillonnage.

Tableau 1 : Sources de données et méthodes de collecte des données

| Questions d'évaluation | Données clés à recueillir pour répondre à la question d'évaluation (quelles données allez-vous collecter ?) | Source des données (auprès de qui / quelles seront les données collectées?) | Méthodes de collecte des données (comment allez-vous collecter les données) | Méthodes d'échantillonnage / taille de l'échantillon |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

III C. STRATÉGIE D'ÉCHANTILLONNAGE

Notez le type d'échantillonnage (c.-à-d. probabiliste ou non-probabiliste) et la ou les méthodes d'échantillonnage que vous prévoyez utiliser. Décrire la sélection de l'échantillon et la détermination de la taille de l'échantillon et les procédures de sélection pour chaque méthode de collecte de données.

III.D. PROCÉDURES D'ANALYSE DES DONNÉES

Le consultant/Cabinet décrira le plan d'analyse des données ainsi que les étapes et les outils disponibles qu'il prévoit utiliser dans l'analyse qualitative et quantitative des données, y compris les progiciels. Le plan aide à structurer l'évaluation en décrivant les procédures à utiliser pour analyser les données. La planification de l'analyse des données permet de s'assurer que les questions et l'instrument de collecte de données produiront les informations dont on a besoin ; et suggère comment structurer les produits d'analyse de données (p. ex., en fréquences ou en pourcentages).

IV. ÉQUIPE D'ÉVALUATION

Le consultant/cabinet identifiera les postes (ou des membres spécifiques) de l'équipe d'évaluation. Il décrira les rôles et les responsabilités de chaque poste. Il va inclure la taille de l'équipe, les qualifications, les compétences, les compétences linguistiques, les domaines de compétence technique, l'expérience dans le pays, l'expérience des méthodes d'évaluation et les compétences en matière de collecte de données et de facilitation.

V. PLAN DE REPORTING ET DE DIFFUSION

V.A. RAPPORT D'ÉTUDE

La mise en page du rapport comprendra :

- Une page de titre
- Une liste d'acronymes et d'abréviations
- Une table des matières, y compris une liste des annexes
- Un résumé
- Une introduction décrivant le contexte du programme
- Une description du programme,
- Un énoncé de l'objet de l'étude
- Questions ou objectifs clés de l'évaluation et un énoncé de la portée de l'évaluation, avec des renseignements sur les limites et les délimitations
- Un aperçu de l'approche et de la méthodologie d'évaluation et des sources de données
- Une description et interprétation des résultats de l'évaluation
- Recommandations fondées sur les conclusions de l'évaluation
- Leçons apprises et bonnes pratiques fondées sur les résultats de l'évaluation

V.B. PLAN DE DIFFUSION

Tableau 2 : Plan de diffusion

| PARTIES PRENANTES | CANAUX DE COMMUNICATION | PRODUIT(S) À PARTAGER |
|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|
| CRS | Courriel électronique et copies dures | Rapports intermédiaires et Rapports finaux |
| Partenaires de mise en œuvre | Courriel électronique et copies dures | Rapport Final |

VI. CALENDRIER ET LOGISTIQUE

La durée d'exécution de l'étude est fixée à vingt-cinq (25) jours à compter de la date de signature du contrat. Le tableau ci-dessous présente le chronogramme indicatif de l'étude.

Tableau 3 : chronogramme indicatif de l'étude

| Etapes/produits de l'évaluation | Période/Echéances |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 1. Finalisation des termes de références pour le recrutement des consultants | 30 Avril 2024 |
| 2. Republication de l'avis de recrutement | Du 12 août au 26 août 2024 |
| 3. Evaluation des offres | Du 2 au 3 septembre 2024 |
| 4. Contractualisation | Du 4 au 5 Septembre 2024 |
| 5. Réunion de cadrage | 5 Septembre 2024 |
| 6. Soumission du rapport de démarrage | 10 Septembre 2024 |
| 7. Phase de terrain | Du 11 au 24 Septembre 2024 |
| 8. Soumission du Rapport provisoire | 06 Octobre 2024 |
| 9. Atelier de validation du rapport | 13 octobre 2024 |
| 10. Soumission du Rapport final | 20 Octobre 2024 |

VII. LIVRABLES ET ÉCHÉANCIERS

Cinq (5) produits livrables sont attendus du bureau d'études/Consultant au cours du processus de réalisation de cette étude de base. Il s'agit (i) du **rapport de démarrage**, (ii) du **rapport provisoire** ; (iii) du **rapport final de l'étude (version française et anglaise)** ; (iv) des **Photos / Vidéos avec sons prises sur le terrain** ; et (v) **la base des données apurée** de l'enquête pour des activités de l'étude de base. Un livrable clé est l'ensemble de données (pour les méthodes de collecte de données quantitatives) et les livres de codes connexes, ainsi que les fichiers d'analyse de données (fichiers de syntaxe SPSS, fichiers Stata ou fichiers journaux, etc.).

Le paiement final est subordonné à la réception de ces dossiers. De nombreuses études menées par des consultants ne laissent pratiquement pas suffisamment de documents permettant d'assurer un stockage correct des données d'évaluation. D'où la nécessité dans le cas de cette étude, de recueillir les enregistrements, transcriptions et/ou notes pertinentes qui nous serviront de back up.

Rapport de démarrage

Le bureau d'études fournira un rapport de démarrage comprenant la méthodologie détaillée et les outils de collecte des données qui devra être validé par un comité restreint pour l'étude.

Le rapport provisoire de l'étude

Un rapport provisoire de l'étude de 50 pages maximum (sans les annexes), dont un résumé exécutif de 4 pages maximum, sera produit en **français et en Anglais** pour cette étude.

Le rapport final de l'étude

Après validation du rapport provisoire, le bureau d'études ou consultant disposera d'une semaine pour la prise en compte des amendements et observations issus de l'atelier de validation avant la transmission du rapport final à CRS.

Le rapport final doit être de haute qualité rédactionnelle et analytique produit en deux (02) exemplaires de formats papier A4 et sous supports numériques (clé USB).

Tableau 4 : échéancier à remplir par le cabinet ou consultant

| LIVRABLES | NOMBRE ESTIMÉ DE JOURS NÉCESSAIRES POUR TERMINER | DATES CIBLES À REMPLIR |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------|
| Revue de la littérature terminée et rapport de cadrage | | JJ/MM/AAAA– JJ/MM/AAAA |
| Outils de collecte de données terminés | | |
| Collecte des données terminée | | |
| Données analysées | | |
| Ébauche du rapport terminée | | |
| Résultats validés par l'équipe d'évaluation | | |
| Rapport final terminé | | |
| Événement de réflexion participative organisé | | |
| Réunion de diffusion des résultats | | |
| Ensembles de données (ou enregistrements et transcriptions/notes), livres de codes, syntaxe ou fichiers soumis | | |

VIII-CANDIDATURES

Les cabinets/consultants intéressés sont priés de soumettre une offre, en français, la **présentation de l'offre technique et financière du consultant ou Bureau d'études se fera dans trois enveloppes différentes comme suit :**

1. **Une première enveloppe doit contenir l'offre technique qui doit comprendre :**
 - Une note de compréhension des présents termes de référence ;
 - Une présentation du bureau d'études ou du consultant faisant ressortir ses qualifications et expériences professionnelles ;
 - Une méthodologie détaillée de réalisation de l'étude ;
 - Un chronogramme détaillé de l'étude ;
 - Un plan de cadrage ;
 - Un plan d'orientation ;
 - Les CVs des membres du bureau d'études ou consultants associés ;
 - Les expériences antérieures du bureau d'études ou du consultant pouvant être un atout pour la conduite de la présente étude ; elles comprendront :
 - Une liste d'au moins trois (03) réalisations des études similaires à l'évaluation d'une approche (SILC ou autres types d'épargnes), ou d'une politique publique, exécutées au cours des 3 dernières années dont deux (1) expérience au moins avec des institutions internationales. La liste doit inclure (contrat et Attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution ou de réalisation)
2. **Une deuxième enveloppe doit contenir les documents administratifs suivants :**
 - Les documents légaux du soumissionnaire : RCCM et NIF (valide au 31 Décembre 2023 au moins pour le NIF) de la République de Guinée ;
3. **Une troisième enveloppe doit contenir l'offre financière détaillée en adéquation avec l'offre technique ; qui doit comprendre :**

- La lettre de soumission de proposition financière dont les montants sont exprimés en Francs Guinéens, toutes taxes confondues, mentionnant les fréquences des paiements ;
- Le budget estimatif détaillé de l'étude : le détail des finances de l'étude doit se focaliser sur l'explication des coûts associés aux **salaires** ; les **indemnités journalières** et les **dépenses** ; **voyages** à l'intérieur du pays ; des allocations et d'autres ; le paiement des collecteurs de données, des prestataires des services ; équipements, etc.

Le cabinet ou le consultant sera sélectionné à l'issue d'un processus de procurement concurrentiel, transparent et indépendant mené par l'équipe de procurement de CRS.

NB/ toutes les trois enveloppes doivent être contenues dans une grande enveloppe qui sera soumise au bureau CRS dans les délais requis. Seules les candidatures retenues seront contactées. Tout dossier incomplet, compilé ou relié en un seul document ou venu en retard fera l'objet d'élimination.

La grande enveloppe contenant toutes les offres ne doit avoir aucune mention particulière à part les mentions indiquées dans cet appel d'offres (voir la rubrique : XI- SOUMISSION DU DOSSIER DES CANDIDATURES)

La proposition sera évaluée en fonction des critères suivants :

Tableau 5 : critères d'évaluation technique

| No | DESCRIPTION GÉNÉRALE | CRITÈRES | POINTS |
|----|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| | DOCUMENTS ADMINISTRATIFS | Existence du RCCM pour les cabinets/bureaux d'études | Confirmer existence par "oui" |
| | | Existence du NIF à jour pour les cabinets seulement et les bureaux d'études au 31 Décembre 2023 au moins | Confirmer existence par "oui" |
| | | | |
| | OFFRE TECHNIQUE | Note sur la compréhension de l'offre | 2 |
| | | Solidité de la méthodologie proposée selon le contexte de l'étude <input type="checkbox"/> Très bien détaillée : 30 pts <input type="checkbox"/> Moyennement détaillée : 15pts <input type="checkbox"/> Pas du tout détaillée : 5 pts | 30 |
| | | Plan de cadrage Proposition d'un plan de cadrage détaillé (de la réunion de cadrage à la soumission du rapport de démarrage) - Plan de cadrage bien détaillé : 8pts - Plan de cadrage moins détaillé : : 04pts - Aucune mention de plan de cadrage :0pt | 8 |
| | | Qualifications des consultants en évaluation dans le domaine de l'étude similaire, à travers leurs CV avec au moins trois (3) références | 30 |
| | | Expériences avérées de travaux dans le domaine de l'étude SILC ou de travaux similaires avec des justifications (attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution / de réalisation) : | 30 |

| | | | |
|--|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| | | -Une liste d'au moins 3 expériences avec 3 justifications : 30pts -Une liste de 2 expériences avec 2 justifications : 20 points - Une seule expérience avérée : 10 points - Une liste d'expériences sans justifications : 02pts - Aucune expérience : 0pt | |
| | Totaux | | 100 points |

NB : Pour la rubrique « expériences » du tableau ci-dessus, chaque preuve ou référence nécessite des justificatifs suivants (attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution / de réalisation).

Les documents administratifs sont obligatoires*, donc éliminatoires pour les cabinets et bureaux d'études (le RCCM, le NIF) ;

Seules les offres ayant totalisé un minimum de 70 points sur 100 à l'issue de cette évaluation technique passeront à l'étape de l'évaluation financière.

CRITERES D'EVALUATION FINANCIÈRE :

L'évaluation des offres financières est notée sur une échelle de 100 points.

Cette étape ne concerne que les offres ayant totalisé un minimum de 70 points à l'issue de l'évaluation technique. L'évaluation des offres financières exigibles passe par la vérification préalable des opérations arithmétiques.

La note 100 est attribuée à l'offre financière la mieux disante. La notation des autres offres financières est obtenue au prorata selon la formule ci-après :

(X et Y représentant respectivement l'offre financière la mieux disante et l'offre financière dont la notation est à calculer) : **Note = (X/Y) *100**

Pour le classement final des offres, l'offre technique et financière sont chacune affectée respectivement d'un coefficient de **0.7** et **0.3**.

La note finale obtenue est égale à la note de l'évaluation technique X 0.7 + la note de l'évaluation financière X 0.3

L'offre la mieux disante (techniquement bonne et financièrement la moindre) qui sera retenue sera celle qui aura la note la plus élevée après sommation des notes techniques et notes financières.

IX- LES COMPETENCES DU CONSULTANT/CABINET :

L'étude sera réalisée par un bureau d'études ou un consultant légalement installé en Guinée et étant à jour de ses obligations fiscales. Les évidences justifiant de la légalité et de paiement des obligations fiscales doivent être incluses dans le dossier de candidature. En outre, le bureau d'études fournira les ressources humaines compétentes pour la réalisation d'un travail d'évaluation de bonne qualité.

L'équipe d'évaluation globale reflétera les divers domaines techniques du programme. La complexité du programme exige que les membres de l'équipe aient une vaste expérience non seulement dans leurs domaines pertinents, mais aussi la capacité d'appliquer leur expertise dans un environnement multidisciplinaire. L'équipe d'évaluation doit comprendre un ou plusieurs experts en matière de conception d'enquêtes, de gestion et d'analyses multivariées de données quantitatives en sciences sociales. De plus, un ou plusieurs membres de l'équipe sont recherchés ayant de l'expérience dans l'analyse des données qualitatives et quantitatives. Par conséquent, l'équipe d'évaluation n'a pas nécessairement besoin d'un personnel distinct pour examiner tous les secteurs du programme, mais on s'attend à ce que l'équipe d'évaluation possède une expertise dans le domaine de l'évaluation d'une politique publique ou une approche ou équivalent (évaluation de projets par exemple).

Le chef de l'équipe d'évaluation dirigera les équipes pour réaliser l'étude et les produits livrables décrits dans le présent appel d'offre et l'énoncé des travaux, en veillant à ce que tous les membres de l'équipe accomplissent les tâches qui leur sont assignées.

Les compétences minimales suivantes sont requises :

Consultant principal

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en démographie, économie, statistique, sociologie ou tout autre diplôme des sciences sociales jugés équivalents ;
- Avoir au moins sept (5) ans d'expériences en matière de recherches et d'évaluation de projets et programmes, surtout la recherche qualitative ;
- Avoir une grande expérience en matière de collecte et d'analyse des données quantitatives et qualitatives ;
- Posséder les logiciels qualitatifs et quantitatifs appropriés, licence à jour.
- Avoir une excellente capacité de rédaction et de communication en français
- Avoir une excellente capacité de présentation avec une bonne maîtrise des outils informatiques (Internet, World, Excel et Powerpoint).

Consultants associés si nécessaire (démographes ou statisticiens)

- Être titulaire d'un diplôme universitaire niveau licence au moins en Démographie ou en Statistique ;
- Avoir une expérience avérée en matière de sondage, de traitement et d'analyse de données qualitatives et quantitatives ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience en matière d'étude ou d'évaluation des projets/ programmes ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction et de communication en français ;
- Avoir une excellente maîtrise des outils de collecte de données (ODK Collect, Kobo collect, CSPro, etc.)
- Avoir une excellente capacité de présentation avec une bonne maîtrise des outils informatiques (World, Excel et Powerpoint, etc.) et les logiciels d'analyse statistique.

X. CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

L'équipe d'évaluation, y compris les agents de collecte de données ou les personnels embauchés pour la l'activité, doivent s'assurer que l'étude d'évaluation respecte les lignes directrices en matière d'éthique énoncées dans les Principes directeurs à l'intention des évaluateurs selon les politiques MEAL de CRS. Vous trouverez ci-dessous un résumé de ces lignes directrices :

Consentement éclairé : On s'attend à ce que tous les participants donnent leur consentement éclairé en suivant les protocoles de consentement standard et convenus à l'avance. Comme dans le cas de toute évaluation, au départ, les cibles doivent donner leur accord avant de participer à une interview. Pour les enquêtes qualitatives, les participants doivent donner leur consentement verbal.

Enquête systématique : Les évaluateurs mènent des enquêtes systématiques fondées sur des données.

Compétence : Les évaluateurs fournissent un rendement efficace aux parties prenantes.

Intégrité/honnêteté : Les évaluateurs font preuve d'honnêteté et d'intégrité dans leur propre comportement et tentent d'assurer l'honnêteté et l'intégrité de l'ensemble du processus d'évaluation.

Respect des personnes : Les évaluateurs respectent la sécurité, la dignité et l'estime de soi des répondants, des participants au programme, des clients et des autres intervenants de l'évaluation. On s'attend à ce que L'évaluateur obtiendra le consentement éclairé des participants pour s'assurer qu'ils peuvent décider de manière consciente et délibérée s'ils veulent participer.

1. **Responsabilités à l'égard du bien-être général et du bien-être public** : Les évaluateurs énoncent et tiennent compte de la diversité des intérêts et des valeurs générales et publiques qui peuvent être liées à l'évaluation.
2. Les évaluateurs doivent fournir des copies des rapports d'évaluation qui sont exemptes de renseignements personnels identifiables et d'informations exclusives.

L'équipe d'évaluation est chargée de s'assurer que tous les processus d'évaluation et d'approbation éthiques locaux (guinéens) et internationaux sont suivis pour les études décrites dans les présentes conditions de référence.

XI- SOUMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers doivent être soumis, soit par dépôt physique, soit par voie électronique au plus tard le **lundi 26 août 2024 à 12H00 GMT.**

a. Envoi des offres par dépôt physique :

La grande enveloppe contenant les 3 offres devra être libellée comme suit :

Destinataire : A Mr le Représentant Résident de CRS Guinée

Objet : Le titre de l'appel d'offre

Réf. : GN3341

A l'adresse suivante :

Immeuble CRS, Rue de la Brioche Dorée, Kaporo Cité/ Commune de Ratoma, parcelle 15-16, Lot 5, BP 128 Conakry, Téléphone : +224 664 20 20 26 / 625 25 03 24 / 656 44 26 60

NB /Aucune autre mention particulière sur la grande enveloppe ne sera admise (cachet du cabinet/consultant, signature, nom, etc.)

Ou

b. Envoi des offres à un courriel sécurisé :

Vous pouvez soumettre votre devis par courriel à : bids.guinee@crs.org

Veillez préciser, sur la ligne de l'objet du message, le titre de l'appel d'offre et le numéro de référence **GN3341.**

Le devis aura une durée de validité de 90 jours après la date de clôture prescrite par CRS. Tous les prix acceptés au cours de cette période seront considérés comme fermes pour l'ordre d'achat résultant. Le fournisseur s'engage à honorer le bon de commande sous la forme prévue au moment de l'attribution, selon les modalités et les conditions énoncées dans la présente, et pour le montant convenu.

NB : CRS se réserve le droit de rejeter toute offre qui ne respectera pas les procédures de soumission à savoir les courriels ou boîte de réception indiqué ci-dessus.

Conakry, le 12 août 2024.

